

# MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

### CCATP N° DREALN-SECLAD-

#### *L'Acheteur*

**Ministères Aménagement du Territoire et Transition Écologique**  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie

#### *Représentant de l'acheteur (RA)*

Madame La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du  
Logement de Normandie,  
Par arrêté préfectoral n°SGAR 25-007 du 24/01/2025, portant délégation de signature  
en matière de marchés publics et d'accord cadre

#### *Objet du marché*

Accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de mobilité  
employeurs en Vallée de Seine (action n°3 du PPA Vallée de la Seine)

Le présent CCATP comporte **34 pages et 1 annexe**.

## SOMMAIRE

Pages

### **Table des matières**

I – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	5
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché.....	5
1-2.2. Formes des notifications.....	6
1-3. Intervenants.....	7
1.3.1. Maîtrise d'ouvrage.....	7
1.3.2. Conduite d'opération.....	7
1.3.3. Maîtrise d'œuvre.....	7
1.3.4. Contrôle technique.....	7
1-4. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Obligations de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-6.1. Obligations de confidentialité.....	7
1-6.2. Sites sensibles.....	8
1-6.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	8
1-7. Dispositions générales.....	8
1-7.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	8
1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	8
1-7.3. Assurances.....	10
1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	10
1-7.5. Réalisation de prestations similaires.....	10
1-7.6. Clauses sociales et environnementales.....	10
1-8. Ordres de service.....	11
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
3-1. Prix – Éléments de mission.....	11
3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	12
3-2.1. Contenu des prix.....	12
3-2.2. Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.....	12
3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes.....	12
3-2.4. Modalités de transmission et de paiement.....	12
3-3. Variation dans les prix.....	13

3-3.1. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	13
3-3.2. Paiement direct des sous-traitants.....	14
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	14
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	14
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	14
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	14
4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	14
4-3.3. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	14
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	15
5-1. Retenue de garantie.....	15
5-2. Avances.....	15
ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	16
ARTICLE 7. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	16
8-1. Admission.....	16
8-1.1. Remise des documents.....	16
8-1.2. Délais d'admission des prestations.....	16
8-1.3. Réfaction.....	16
8-1.4. Ajournement.....	16
8-1.5. Rejet.....	17
8-2. Garantie des prestations.....	17
8-2.1. Garantie des prestations.....	17
8-2.2. Garantie particulière.....	17
ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION.....	17
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	17
9-2. Résiliation.....	17
ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	18
II – DISPOSITIONS TECHNIQUES.....	19
ARTICLE PREMIER. CONTEXTE GÉNÉRAL ET RÉGIONAL.....	19
1-1. Le Plan de Protection de l'Atmosphère de la vallée de la Seine- Normandie.....	19
1-2. Action 3 du PPA.....	20
1-2.1. L'objectif est de travailler la question des mobilités domicile-travail.....	21
1-2.2. Un cadre réglementaire incitatif.....	21
1-2.3. De nombreuses initiatives existantes.....	22
1-2.4. La situation en Normandie.....	22
1-2.4. Potentiel de réduction des émissions de l'action 3 au niveau du PPA.....	24
ARTICLE 2. OBJET DE LA PRESTATION.....	24
ARTICLE 3. DESCRIPTION DES MISSIONS.....	25
3-1. Mission 1 – Renforcer les capacités d'action des EPCI.....	25

3-1.1. Appui politique via le préfet à destination des présidents des EPCI.....	25
3-1.2. Accompagnement technique régulier des chargés de mission des EPCI.....	25
3-1.3. Animation d'un réseau des chargés de mission des EPCI.....	26
3-1.4. Production régulière d'outils de communication et d'animation clés en main. .	26
3-1.5. Élaboration d'une convention PDME type par EPCI.....	26
3-2. Mission 2 – Motiver et outiller les employeurs.....	27
3-2.1. Courrier incitatif aux employeurs pour présenter la démarche et rappeler le cadre réglementaire.....	27
3-2.2. Boîte à outils PDME pour les employeurs.....	27
3-3. Mission 3 – Bilan et projection.....	27
ARTICLE 4. ORGANISATION ET RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	28
4-1. Délais de réalisation.....	28
4-2. Livrables et documents.....	28
4-3. Réunions.....	28
ARTICLE 5. COMPÉTENCES ATTENDUES.....	29
ANNEXES : .....	30
Annexe 1 : .....	30

## **I – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

*Dans la suite du présent document le Représentant de l'Acheteur est désigné "RA"*

### **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **1-1. Objet du marché**

Le marché porte sur une mission d'accompagnement visant à inciter les entreprises et administrations à élaborer et mettre en œuvre des Plans de Mobilité Employeur (PDME) ambitieux et adaptés avec un onglet spécifique à la qualité de l'air. L'objectif est de renforcer la capacité d'actions des EPCI et de générer une dynamique collective et territoriale. Le prestataire fournira des outils aux EPCI et aux employeurs afin de les rendre autonomes. .

Les lieux d'exécution des prestations sont les Départements de la Seine-Maritime et l'Eure et plus particulièrement les 8 EPCI couverts par le Plan de protection de l'atmosphère de la Vallée de Seine (PPA) : la communauté urbaine du Havre, la métropole Rouen Normandie, les communautés d'agglomérations Caux Seine agglo et Seine-Eure, les communautés de communes Caux-Austreberthe, Inter-Caux-Vexin, Lyons Andelle et Roumois Seine.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans la partie II – CLAUSES TECHNIQUES du présent document.

#### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

##### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

##### **1. Le Chef de projet :**

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

##### **2. Le Chef du SECLAD de la DREAL Normandie pour assumer les fonctions suivantes**

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;

- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

### **1-2.2. Formes des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commence (nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

## **1-3. Intervenants**

### **1.3.1. Maîtrise d'ouvrage**

La fonction de maîtrise d'ouvrage est assurée par :

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie**  
**Service SECLAD :** [seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr)

Pour tout besoin de compléments d'informations sur ce présent cahier des charges, veuillez envoyer vos demandes par mail, aux trois adresses suivantes :

[dmmod.smi.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dmmod.smi.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr),  
[bcae.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:bcae.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr),  
[pbf.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pbf.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr).

En précisant en objet : 'Demande d'informations marché n° XXXX en cours de consultation action n°3 du PPA « Accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de mobilité employeurs en Vallée de Seine »'.

### **1.3.2. Conduite d'opération**

Sans objet

### **1.3.3. Maîtrise d'œuvre**

Sans objet

### **1.3.4. Contrôle technique**

Sans objet

## **1-4. Point de départ du délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

## **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Le marché comporte une tranche ferme «Accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de mobilité employeurs en Vallée de Seine »

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

## **1-6. Obligations de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-6.1. Obligations de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3 du présent CCATP.

## **1-6.2. Sites sensibles**

Sans objet.

## **1-6.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCATP.

## **1-7. Dispositions générales**

### **1-7.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-7.2.1. Intervenants étrangers**



En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »*

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
  - ✕ les salariés détachés par ses soins,

- ✕ les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ✕ ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### **1-7.3. Assurances**

D'une manière générale, le prestataire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le prestataire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

Les prestataires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG-PI, les prestataires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au représentant de l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du représentant de l'acheteur, les prestataires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

### **1-7.5. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet

### **1-7.6. Clauses sociales et environnementales**

#### **1-8.6.1. Clauses sociales**

Sans objet

#### **1-8.6.2. Clauses environnementales**

Sans objet

## **1-8. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'Acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'Acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le CCATP dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Le mémoire technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

## **ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Prix – Éléments de mission**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

Le présent marché est constitué de trois missions et de dix-huit à vingt réunions

Missions	Désignation
1	Renforcer la capacité d'actions des EPCI tout en générant une dynamique collective et territoriale
2	Inciter les entreprises et administrations à élaborer et mettre en œuvre des Plans de Mobilité Employeur (PDME) ambitieux et adaptés
3	Bilan et projection

Désignation	Quantité (minimale)
Réunion de lancement de la prestation	1
Réunions trimestrielles	8
Réunion préparation et de rencontres annuelles	Entre 8 et 10
Réunion de restitution avec support de présentation	1

## **3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes**

### **3-2.1. Contenu des prix**

Les prix sont hors TVA et comprennent toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission.

### **3-2.2. Décomposition du Prix Global et Forfaitaire**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application de prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

### **3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes**

En vue du règlement des sommes dues au titre du marché, le titulaire présentera des demandes d'acomptes au rythme suivant :

- un 1er acompte, à la remise intermédiaire de la prestation selon les dispositions prévues aux articles 3 et 4 du présent cahier des charges
- Le solde à l'issue de la prestation, sur présentation des éléments attendus aux articles 3 et 5 du présent cahier des charges.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-4.1. Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### **3-2-4.2. Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **3-3. Variation dans les prix**

Le prix des prestations est ferme.

### **3-3.1. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### 3-3.2. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date réelle de remise du document ni du jour de la date limite.

Par dérogation à l'article 14.4.1 du CCAG-PI, une pénalité forfaitaire par jour de retard est fixée à 100 € HT. Elle s'applique sur tous les délais réglementaires au marché.

Par dérogation à l'article 14.4.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

#### **4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

Sans objet

#### **4-3.2. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du présent CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 €.

#### **4-3.3. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du présent CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 €

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le pourcentage est fixé à 30 % pour la tranche ferme.

Si cette garantie est constituée après la date génératrice du paiement de l'avance, le délai global de paiement est compté à partir de la date de dépôt de la garantie ou de la caution personnelle et solidaire si celle-ci est autorisée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'Acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'Acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 7. ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Admission**

Les stipulations du CCAG-PI sont applicables.

#### **8-1.1. Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

#### **8-1.2. Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

#### **8-1.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### **8-1.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.



### **8-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8-2. Garantie des prestations**

### **8-2.1. Garantie des prestations**

Aucune stipulation particulière.

### **8-2.2. Garantie particulière**

Le maître d'ouvrage remettra au titulaire les arrêtés préfectoraux l'autorisant à pénétrer dans les propriétés privées pour l'exécution des prestations en cause.

Les opérations du géomètre doivent être faites, autant que possible, de manière à ne causer aucun dommage aux propriétés. Toutefois, à la demande du géomètre, lorsqu'il a été reconnu contradictoirement l'impossibilité d'éviter de tels dommages, et à condition que ceux-ci aient été autorisés préalablement par le représentant de la Personne Publique, ils peuvent être pris en charge par la Personne Publique.

Dans cette hypothèse, le géomètre est tenu à chaque fois et sans délai, de fournir une description précise avec si possible l'évaluation des dégâts causés ainsi que « état civil » des personnes lésées, afin de permettre à la Personne Publique de rechercher l'accord amiable.

Tous dégâts causés, autres que ceux prévus au présent article et récapitulés sur les décisions de réception, seront la responsabilité du géomètre qui devra en assurer l'indemnisation complète.

## **ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION**

### **9-1. Arrêt de l'exécution des prestations**

Sans objet

### **9-2. Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché,

l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Si le prestataire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article 49 II de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, le représentant de l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 32 du CCAG-PI.

Dans le cas où le représentant de l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 33 du CCAG-PI est fixé à 5%.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants du CCAG-PI :

CCATP 1-7.3	déroge à l'article	9-2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 4	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCATP 4-2	déroge à l'article	14.4.1 et 14.4.2 du CCAG
CCATP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCATP 8-1.4	déroge à l'article	29.1 alinéa 3 du CCAG
CCATP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG

## **II – DISPOSITIONS TECHNIQUES**

### **ARTICLE PREMIER. CONTEXTE GÉNÉRAL ET RÉGIONAL**

Les plans de protection de l'atmosphère (PPA) ont pour objectif, à l'échelle d'un territoire, de ramener la concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau conforme aux normes de qualité de l'air. Les PPA concernent les agglomérations de plus de 250 000 habitants et les zones dans lesquelles les niveaux de concentration en polluants dans l'atmosphère dépassent les valeurs limites ou valeurs cibles.

Un PPA recense et définit les actions prévues localement pour se conformer aux normes de la qualité de l'air dans le périmètre du plan, afin de réduire ou à minima de limiter les dépassements des seuils réglementaires. Il s'organise autour : d'un état des lieux, d'objectifs à atteindre en termes de qualité de l'air et/ou de niveaux d'émission et de mesures à mettre en œuvre pour que ces objectifs soient atteints.

Les plans de protection de l'atmosphère sont établis sous l'autorité préfectorale, en concertation étroite avec l'ensemble des acteurs concernés : collectivités territoriales, acteurs économiques et associations de protection de l'environnement, de consommateurs et d'usagers des transports.

#### **1-1. Le Plan de Protection de l'Atmosphère de la vallée de la Seine- Normandie**

Le PPA dit « de Haute-Normandie » a été approuvé par arrêté inter préfectoral le 30 janvier 2014. Il couvre alors les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.

En 2019, ce PPA a fait l'objet d'une évaluation portant sur sa conformité réglementaire, ses actions (effectivité de mise en œuvre, pertinence, qualité rédactionnelle des mesures) et sa gouvernance. Cette évaluation a permis d'identifier, depuis 2015, des dépassements de valeur limite uniquement pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) mesurés sur la zone administrative de surveillance de Rouen (en 2017, 2018 et 2019). Les concentrations en particules fines (PM<sub>10</sub> et PM<sub>2,5</sub>) respectent les valeurs limites réglementaires, mais dépassent les valeurs recommandées par l'OMS dans plusieurs zones, toutes situées sur le territoire de la Métropole Rouen Normandie et à proximité des principaux axes routiers.

Après les consultations réglementaires et l'enquête publique, un nouveau PPA nommé « Vallée de la Seine-Normandie » a été approuvé par arrêté inter-préfectoral co-signé en décembre 2023 par les préfets de l'Eure et de la Seine Maritime. Ce PPA se concentre en priorité sur la diminution des concentrations en dioxyde d'azote et en particules fines (PM<sub>10</sub> et PM<sub>2,5</sub>). Le plan d'action comporte 17 actions opérationnelles et un volet gouvernance comprenant 6 points (annexe 1).

La DREAL est chargée du pilotage du PPA et de son animation avec tous les acteurs ayant participé à sa co-construction (collectivités territoriales, services de l'État, opérateurs économiques et industriels, experts et associations de protection de l'environnement...).

Le périmètre du PPA de la « Vallée de la Seine-Normandie » révisé est plus restreint. Il se concentre sur le Havre Seine Métropole, la Métropole Rouen Normandie et les 6 EPCI limitrophes. Ce choix permet de se concentrer sur les zones où la qualité de l'air est la plus problématique et de mettre en place des actions plus opérationnelles.

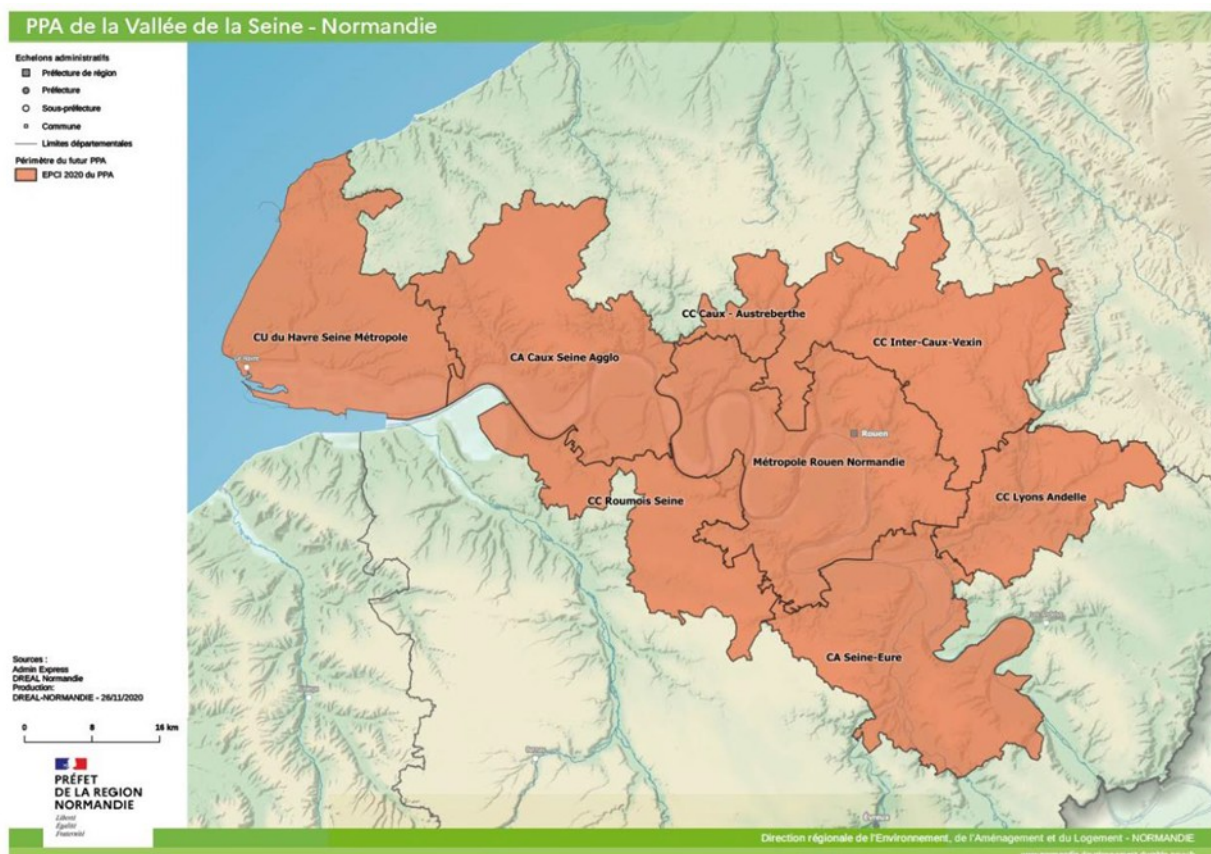


Figure 1: périmètre du PPA révisé et approuvé en 2023.

Les secteurs principalement ciblés sont :

- Le **secteur des transports**, premier émetteur de NO<sub>2</sub> sur le périmètre (45 % des émissions de NO<sub>2</sub> du territoire). Les véhicules diesel et le transport maritime sont principalement en cause. Le secteur est également un émetteur important de particules fines (20 % des émissions de PM<sub>10</sub> et 22 % des émissions de PM<sub>2,5</sub> de la Vallée de Seine Normandie), provenant essentiellement de la remise en suspension et de l'usure des freins/pneus.
- L'**industrie** émet 35 % des émissions de NO<sub>x</sub> de la Vallée de la Seine Normandie, principalement liées aux activités de transformation et de distribution de l'énergie. Elle est également responsable de 28 % des émissions de PM<sub>10</sub> du territoire, provenant majoritairement de l'agroalimentaire. Enfin, elle contribue à la hauteur de 18 % aux émissions de PM<sub>2,5</sub> de la Vallée de la Seine Normandie, provenant de l'agroalimentaire, du chauffage urbain et de l'extraction d'énergie.
- Le **secteur du résidentiel** est un contributeur important aux émissions de particules fines du territoire (22 % des PM<sub>10</sub> et 31 % des PM<sub>2,5</sub>) en lien avec les émissions du chauffage individuel au bois.

## 1-2. Action 3 du PPA

Le présent cahier des charges porte sur l'action 3 du présent PPA intitulée « inciter les entreprises ainsi que les administrations (non obligées) à réaliser un plan de mobilité ». Elle vise à inciter les entreprises de plus de 50 salariés, soumises à la législation, ainsi que les administrations – non assujetties en 2021 – à élaborer un Plan de Mobilité Employeur (PDME). Elle se traduit par un

soutien direct aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) situés dans le périmètre du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), lesquels disposent depuis juillet 2021 de la compétence en mobilité.

### **1-2.1. L'objectif est de travailler la question des mobilités domicile-travail**

Le traitement des mobilités domicile-travail est fondamental dans un monde de plus en plus tourné vers la durabilité.

- Avec 34 % des émissions nationales, le secteur des transports est le principal émetteur de gaz à effet de serre en France (source : [SDES](#) Mars 2025).
- Les déplacements domicile-travail, en France métropolitaine, représentent 13 % des émissions de gaz à effet de serre liées aux transports, et plus de 25 % des émissions liées aux voitures des particuliers (source : [INSEE](#)).
- Selon [l'enquête nationale Transports et déplacements](#), les trajets en voiture représentent 74 % des déplacements domicile-travail. Ces trajets souvent responsables de congestion, en particulier aux heures de pointe, génèrent des coûts économiques élevés via la perte de productivité et dégradent la qualité de vie des employés.
- Le temps de trajet moyen domicile-travail d'un français actif en 2023, tout mode de transport confondu, est de 48 minutes (source : [IFOP](#)).
- En moyenne, les personnes employées en France métropolitaine effectuent 7,3 trajets par semaine vers ou depuis leur lieu de travail habituel (source : [SDES](#) Mars 2025). Cette fréquence élevée souligne l'importance de s'attaquer à l'empreinte carbone générée où les transports comme le covoiturage, les transports en commun, et le vélo offrent des alternatives viables.

La dépendance à la voiture pour les déplacements quotidiens crée également des inégalités sociales. Les personnes sans véhicule, principalement dans les zones rurales ou à faible revenu, peuvent se retrouver isolées et éprouver des difficultés à accéder aux emplois, soins et opportunités éducatives. Développer des systèmes de transport inclusifs, qui assurent l'accessibilité pour tous, est impératif.

### **1-2.2. Un cadre réglementaire incitatif**

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) votée le 24 décembre 2019 rend obligatoire l'intégration du sujet des mobilités des collaborateurs lors des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) et des discussions sur la Qualité de Vie au Travail (QVT). Un Plan de Mobilité Employeur (PDME) doit être réalisé par les entreprises regroupant plus de 50 salariés sur un même site et qui ne trouvent pas d'accord sur la mobilité des collaborateurs pendant les NAO. Pour information, certains PPA imposent aux employeurs la mise en place d'un PDME. C'est notamment le cas des PPA des régions Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais ou Provence-Alpes-Côtes-d'Azur.

Selon les termes de la loi, le plan de mobilité employeur permet à l'entreprise de définir une stratégie de long terme pour faire évoluer les comportements des salariés et contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Cette réflexion s'intègre aussi dans la démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), visant à réduire l'impact environnemental de leurs activités et d'initier leur transition écologique.

Le plan de mobilités employeur comporte un plan d'actions avec par exemple des mesures telles que le recours au télétravail, à la flexibilité des horaires, à l'usage des transports en commun, au covoiturage, à l'autopartage ou à la pratique du vélo. Un employeur peut prendre en charge les frais de transport personnels de ses salariés lors de leurs trajets domicile-travail s'ils utilisent un moyen de transport alternatif : covoiturage, vélo, etc. Cette prise en charge prend la forme d'un forfait mobilités durables (FMD), qui incite les salariés à utiliser des modes de transport plus vertueux pour se rendre sur leur lieu de travail. Il peut être exonéré de cotisations sociales.

Pour favoriser l'efficacité des plans de mobilité, les entreprises sont invitées par la loi à organiser, des démarches mutualisées avec les entreprises voisines et ceci en lien avec les collectivités territoriales. La loi fixe un cadre d'application, mais ne précise pas les modalités précises de conception, de conduite et de mise en œuvre des plans de mobilité.

Les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) sont des acteurs clés dans la mise en œuvre des PDME. Ils assurent la coordination, l'animation, le soutien, la mise en réseau, l'accompagnement financier et l'évaluation des initiatives visant à développer les compétences et les emplois sur leur territoire.

### **1-2.3. De nombreuses initiatives existantes**

De nombreuses initiatives en matière d'accompagnements des entreprises et des administrations sur les sujets mobilités ont été mises en place, au niveau national, régional ou encore local (liste non exhaustive) :

- L'ADEME a développé un [centre de ressources national](#). Composé de fiches méthodologique et d'éléments de langage, il présente les facteurs clés pour réussir un plan de mobilité employeur au sein d'une entreprise. Cet outil en ligne s'adresse à toutes les structures, qu'elles soient en phase de découverte ou déjà engagées dans une démarche de mobilité durable.
- Le MoHo, un espace collaboratif d'innovation à Caen a lancé la Coalition Mobilité Durable, [Move2work](#), une initiative réunissant une dizaine d'employeurs et visant à décarboner les trajets domicile-travail tout en réinventant l'organisation du travail et l'accompagnement au changement des habitudes. Cette recherche-action a permis d'identifier plusieurs freins qui empêchent encore le passage à l'action des employeurs, ayant pourtant un rôle clé à jouer, pour accompagner la décarbonation des trajets domicile-travail de leurs salariés. Un site a été créé pour centraliser à la fois des ressources méthodologiques et des solutions concrètes : techniques, financières et des bonnes pratiques.
- La Région Île-de-France a mis en place [Pro'mobilité](#), un réseau de conseillers en mobilité qui accompagne les employeurs franciliens dans la mise en place d'actions concrètes et de plans de mobilité employeurs et inter-employeurs. La Région subventionne, sous conditions, la réalisation des plans de mobilité employeur communs.
- L'Eurométropole de Strasbourg, a développé [Optimix](#). C'est est une démarche gratuite à destination des employeurs de l'Eurométropole, pour les aider dans la mise en œuvre d'un plan de mobilité employeur et/ou dans la préparation des NAO (négociations annuelles obligatoires). Elle s'articule autour de 3 volets : le conseil (réglementation, services de déplacements proposés sur le territoire, etc.), l'aide à l'organisation d'évènements au sein de l'entreprise, et la mise à disposition d'une plateforme web permettant de réaliser un diagnostic des déplacements des salariés en partant de la base de données RH de l'employeur et de proposer des pistes d'actions.

### **1-2.4. La situation en Normandie**

Le sujet de la mobilité domicile-travail en Normandie mérite d'être plus étudié au regard des enjeux sociétaux. D'après une étude de l'INSEE, les navetteurs normands (actifs qui se déplacent pour aller travailler) se distinguent par des émissions moyennes de gaz à effet de serre plus élevées qu'au niveau national. Un actif normand qui se déplace pour aller travailler émet, en moyenne, 0,77 tonne d'équivalent CO2 par an, tous modes de transports confondus, soit 9 % de plus que la moyenne en France métropolitaine, hors Île-de-France. Ces émissions individuelles plus élevées résultent principalement de distances parcourues plus importantes et d'un usage plus fréquent de la voiture, au détriment des transports en commun ou des modes actifs (source : [INSEE](#)).



Le tissu économique de la Vallée de Seine est très concentré. Sur le périmètre du PPA, 245 000 entreprises sont recensées (source : [AURH](#)). La Vallée de la Seine se caractérise par une surreprésentation des grands établissements, qui jouent un rôle moteur localement, mais aussi à l'échelle nationale. Ainsi, 675 établissements de plus de 50 salariés ont été référencés par le bureau de recherche 6t dans le cadre de l'étude menée en 2024 à la demande de la DREAL.

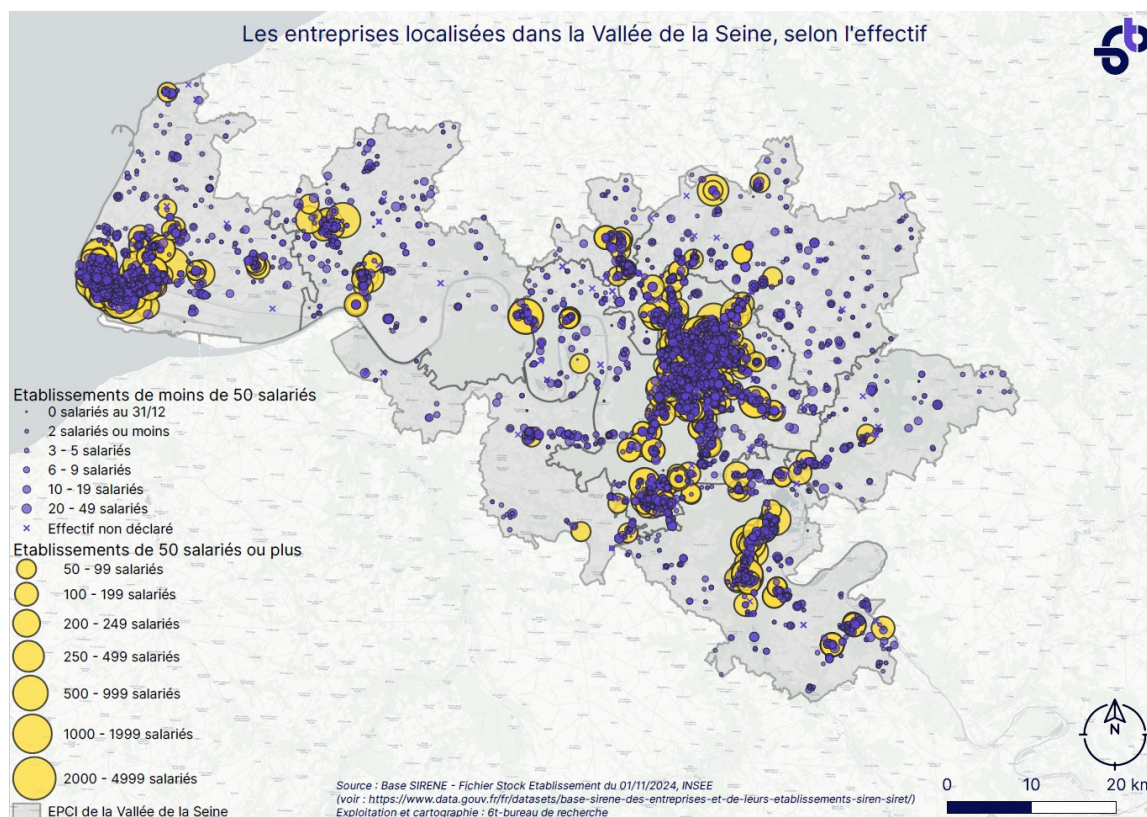


Figure 2 : cartographie des entreprises sur le périmètre du PPA Vallée de Seine-Normandie

Côté collectivités locales, plusieurs EPCI disposent déjà de chargés de mission qui s'occupent des PDME, notamment dans les EPCI les plus urbains et qui disposent de plus d'entreprises assujetties aux PDME. Cependant, la plupart de ces chargés de mission sont responsables d'autres sujets mobilité ou développement économique. La Métropole de Rouen est le seul EPCI qui dispose d'un service dédié comportant une responsable et deux chargées de mission. Cet EPCI peut être pris en exemple pour inciter les autres à investir aussi ce domaine. Le sujet est traité depuis 2007 et de nombreuses actions ont déjà été mises en œuvre.

## PPA DE LA VALÉE DE LA SEINE - NORMANDIE

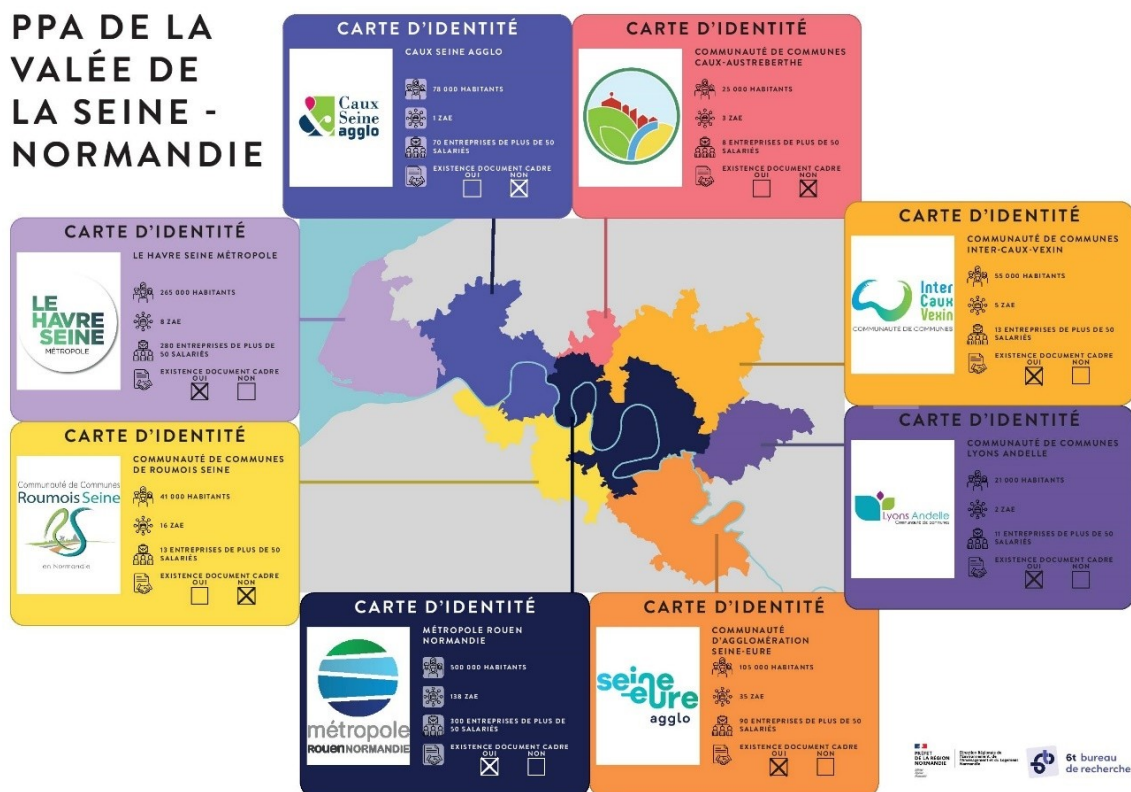


Figure 3 : appropriation du sujet par les EPCI du périmètre

### 1-2.4. Potentiel de réduction des émissions de l'action 3 au niveau du PPA

Le potentiel de réduction des émissions de polluants de cette action (n°3 du PPA) a été évalué conjointement avec celui de l'action n°1 du PPA relative à l'adoption de Plans de Mobilité simplifiés. Il s'agit de deux actions concourant à la rationalisation des déplacements et notamment au report modal de l'autosolisme aux mobilités actives ainsi qu'aux transports en commun et au développement du covoiturage. L'effet cumulé de ces deux actions devrait permettre de parvenir à une baisse de la part modale de la voiture dans les déplacements domicile - travail de 5 % d'ici 2027. Cela sera notamment permis par le développement des modes actifs (10 % de part modale à horizon 2027) et des transports en commun (19 % de part modale à horizon 2027).

## ARTICLE 2. OBJET DE LA PRESTATION

Le présent marché porte sur une prestation intellectuelle pour le compte de la DREAL Normandie, visant à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre de plans de mobilité employeurs (PDME) en Vallée de Seine-Normandie.

Cette mission se divise en deux volets principaux :

- D'une part, renforcer la capacité d'action des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) tout en favorisant une dynamique collective et territoriale.
- D'autre part, encourager les entreprises et administrations à concevoir et déployer des Plans de Mobilité Employeur ambitieux et adaptés à leurs contextes.

Pour atteindre ces objectifs, le prestataire fournira des outils opérationnels destinés :

- Aux référents mobilité des EPCI : des fiches pratiques à l'attention des chargés de mission, l'organisation de rencontres axées sur le partage d'expériences et la diffusion de bonnes



pratiques, des supports de communication et d'animation, ainsi qu'un modèle type de convention PDME.

- Aux référents mobilités des employeurs : une boîte à outils pour réaliser un PDME comprenant des modèles d'enquêtes sur les mobilités, des diagnostics d'accessibilité, des fiches d'actions, ainsi qu'un accès à une plateforme numérique regroupant des informations sur la mobilité territoriale et les livrables produits tout au long de l'accompagnement.

L'objectif final est de rendre les EPCI autonomes dans l'accompagnement des employeurs de leur territoire d'ici la fin de l'année 2027.

Les prestations débuteront au dernier trimestre 2025 pour s'achever fin 2027.

Un premier travail de cadrage et de fédération des EPCI a été mené par le bureau de recherche 6t en 2024, via des entretiens et lors d'un atelier de travail, en collaboration avec les référents mobilité des 8 EPCI du territoire. Ce travail a permis d'identifier les actions prioritaires à mener pendant les 3 prochaines années.

## **ARTICLE 3. DESCRIPTION DES MISSIONS**

Le prestataire devra assurer diverses missions.

### **3-1. Mission 1 – Renforcer les capacités d'action des EPCI**

#### **3-1.1. Appui politique via le préfet à destination des présidents des EPCI**

Le préfet orchestre un soutien politique destiné à renforcer la collaboration avec les EPCI, permettant un alignement entre les priorités locales et les directives nationales. En tant que représentant de l'État, il joue un rôle crucial dans cette communication, facilitant le partage des bonnes pratiques entre les territoires. La DREAL Normandie sera en charge de rédiger une lettre préfectorale aux présidents des EPCI pour présenter l'action 3 du PPA et les encourager à agir, et une note d'accompagnement pour présenter au préfet le bien-fondé d'envoyer ce courrier.

#### **3-1.2. Accompagnement technique régulier des chargés de mission des EPCI**

Le prestataire fournira un accompagnement technique structuré et continu aux chargés de mission des EPCI. Cette mission vise à renforcer les compétences et l'efficacité de ces professionnels, en leur permettant de disposer des ressources nécessaires pour relever les défis de leurs territoires tout en assurant la mise en œuvre des politiques publiques. Le consultant jouera un rôle essentiel dans l'optimisation de la coordination entre les acteurs locaux et dans le succès des projets initiés par les EPCI.

**Livrable 1 :** Le consultant élaborera 6 fiches pratiques à destination des chargés de mission. Ces fiches, conçues selon une fréquence régulière (une fiche tous les quatre mois), devront porter sur plusieurs aspects : le rôle des chargés de mission, les leviers d'action disponibles, les outils pertinents, ainsi que des retours d'expériences.

### **3-1.3. Animation d'un réseau des chargés de mission des EPCI**

Le prestataire sera responsable de l'animation d'un réseau des chargés de mission des EPCI. Cette mission consiste à instaurer et à maintenir une dynamique de collaboration et de partage entre ces professionnels. L'objectif est de faciliter l'échange d'expériences, de bonnes pratiques et de ressources, permettant aux chargés de mission de tirer parti des connaissances et des expertises de leurs collègues.

Pour atteindre cet objectif, le consultant organisera, à minima deux fois par an, des ateliers qui devront être centrés sur le retour d'expérience, le parangonnage, le partage d'outils et l'inspiration mutuelle afin de maximiser l'apport des membres du réseau et de les soutenir dans l'amélioration de leur pratique professionnelle. Ces interactions permettront des échanges en temps réel et offriront un accès rapide aux informations pertinentes via des outils de communication en ligne entre autres. Le but ultime de cette animation est de renforcer la cohésion du réseau, d'encourager la coopération entre les EPCI et d'augmenter l'efficacité des actions des chargés de mission, tout en cultivant un environnement favorable à l'innovation et à la créativité dans la gestion des enjeux locaux.

Les supports de présentation utilisés devront être en amont validé par la DREAL au minimum une semaine à l'avance.

Après chaque atelier, un compte-rendu sera réalisé, permettant de relater les différents échanges, d'identifier les points clés et actions à mener. Ce compte-rendu sera envoyé par le prestataire à tous les partenaires sous 10 jours. Il devra, au préalable, être validé par les services de la DREAL, le temps de validation devra donc être pris en compte.

**Livrable 2 :** Dès la première année, le consultant organisera au minimum deux rencontres par an, en présentiel.

### **3-1.4. Production régulière d'outils de communication et d'animation clés en main**

Le prestataire produira régulièrement des outils de communication et d'animation prêts à l'emploi pour les EPCI.

Cette action comprend la création et la mise à jour de divers supports destinés à faciliter la diffusion d'informations et à stimuler les interactions des EPCI avec les employeurs de leur territoire. Les outils développés peuvent inclure des brochures, newsletters, infographies, présentations, ainsi que des exemples de bonnes pratiques. Idéalement, ces outils seront élaborés par le bureau d'études et mis à disposition des EPCI, qui pourront ensuite les partager avec les employeurs pour maximiser l'impact et renforcer la collaboration.

Cette action comprend aussi la préparation de supports pour animer des clubs d'employeurs locaux, ainsi qu'un appui en présentiel pour l'animation des clubs, si les chargés de mission mobilités des EPCI en expriment le besoin.

**Livrable 3 :** Le consultant fournira une variété de supports, notamment une newsletter par mail, des exemples de bonnes pratiques sous la forme d'infographie, d'article de blog, de vidéos interactives ou autre, et des supports pour l'animation des clubs d'employeurs. En outre, il prêtera son expertise en présentiel pour l'animation de clubs à la demande des 8 EPCI, autant que de besoin.

### **3-1.5. Élaboration d'une convention PDME type par EPCI**

Le prestataire élaborera une convention de partenariat type pour la mise en place d'un PDME par EPCI. Ce processus collaboratif exige une coordination efficace entre les différentes parties prenantes (EPCI, employeurs et partenaires) et une attention particulière aux spécificités locales de chaque EPCI (réseau de transports collectifs, réseau cyclable, politique incitative en faveur des mobilités alternatives, etc.) afin d'établir un cadre robuste pour la mise en œuvre des PDME sur la durée.

**Livable 4 :** Le consultant concevra un modèle de convention PDME adaptable, intégrant les particularités du territoire et les incitations spécifiques de chaque EPCI. En tout, huit conventions distinctes devront être produites au cours de l'année 2026.

## **3-2. Mission 2 – Motiver et outiller les employeurs**

### **3-2.1. Courrier incitatif aux employeurs pour présenter la démarche et rappeler le cadre réglementaire**

Le prestataire préparera un courrier à l'intention des employeurs, en utilisant le fichier d'adresses fourni par la DREAL Normandie. Ce courrier devra comporter un message incitatif clair en faveur de la mise en place d'un PDME, et inclure une demande pour chaque employeur de désigner un référent mobilité, ce qui attestera de leur engagement dans cette initiative.

Il collectera et traitera les réponses obtenues, constituant ainsi un fichier de contacts, en collaboration avec les EPCI. Ce fichier servira ensuite à interagir avec les employeurs, les tenir informées, et les engager activement dans la démarche.

**Livable 5 :** Dès la première année, le consultant rédigera le courrier qui sera approuvé par le commanditaire. Il enverra celui-ci aux employeurs par voie postale, pour les inciter à engager l'action. En s'appuyant sur les réponses reçues, il élaborera un fichier de contacts employeurs pour chaque EPCI.

### **3-2.2. Boîte à outils PDME pour les employeurs**

Le prestataire développera une boîte à outils PDME destinée aux employeurs. Bien que le prestataire ne soit pas chargé de créer les PDME à la place des employeurs, il fournira l'ensemble des éléments nécessaires pour qu'elles puissent les élaborer elles-mêmes.

Cette action a pour objectif d'accompagner les employeurs dans la conception et la mise en œuvre autonomes de leurs PDME. Le prestataire fournira une gamme complète de ressources et d'outils adaptés aux spécificités de chaque entreprise. Les supports proposés incluront :

- Des modèles d'enquêtes de mobilité
- Des diagnostics types basés sur les données territoriales de mobilité et ajustés à l'offre de mobilités à l'échelle de chaque EPCI
- Des recommandations de fiches d'action en fonction de la typologie de l'entreprise (exemple : télétravail, covoiturage, vélo, etc.) et des indicateurs de suivi pertinents.

**Livable 6 :** le prestataire proposera une boîte à outils PDME destinée aux employeurs. Bien que le socle de la boîte à outils soit commun au périmètre du PPA, il prendra en compte les spécificités locales au niveau des diagnostics, afin d'assurer une pertinence maximale et une adaptation aux réalités de chaque territoire. La boîte à outils sera effective courant 2027.

## **3-3. Mission 3 – Bilan et projection**

Le prestataire rédigera un rapport final retraçant les résultats de chaque mission et les mettant en perspective. Ce rapport évaluera l'impact des missions réalisées sur la base d'indicateurs et proposera des pistes d'action afin de pérenniser la démarche dans le temps.

**Livrable 7** : un rapport de synthèse de la prestation, faisant le bilan des travaux menés et proposant des pistes pour pérenniser l'action dans le temps.

## **ARTICLE 4. ORGANISATION ET RÉALISATION DES PRESTATIONS**

### **4-1. Délais de réalisation**

Le calendrier des prestations s'étend du dernier trimestre 2025 jusqu'à décembre 2027.

En 2025, le prestataire prendra en main le projet en analysant les enjeux de l'action 3. Une première réunion de réseau réunira les acteurs concernés afin d'échanger et de coconstruire les actions. Un courrier sera également adressé aux entreprises et administrations locales pour les sensibiliser et les inviter à participer. De plus, le prestataire constituera une base de données des référents mobilités des employeurs, comprenant des informations clés pour faciliter les actions à venir.

En 2026, le prestataire produira les divers outils d'animation nécessaires pour dynamiser les interactions entre les EPCI et les employeurs, ainsi que les contenus méthodologiques adaptés cités précédemment.

L'année 2027 sera consacrée à la consolidation des actions et à la réduction progressive de l'activité du prestataire. Pendant cette phase, une plateforme numérique pourra être mise en place, avec pour objectif d'assurer l'autonomie complète des EPCI à partir du 1er janvier 2028. Une réunion de restitution des travaux sera organisée en octobre 2027, fournissant un bilan des activités et des recommandations pour l'avenir. Enfin, un compte rendu de la réunion de restitution sera rédigé par le prestataire et envoyé aux partenaires.

### **4-2. Livrables et documents**

Le prestataire est invité à procéder aux mises à jour des livrables en fonction des demandes de correction par le commanditaire. La version de chaque livrable sera remise en version électronique dans des fichiers au format pdf. Les rapports intermédiaires seront transmis au format Word ou LibreOffice. Tous les fichiers constitutifs de ces rapports, ainsi que les données de base, seront également transmis dans leur format électronique d'origine. L'ensemble des documents et supports sera fourni au format reproductible et libre de tout droit, compatibles avec LibreOffice. Les documents seront déposés sur la plateforme de Bureau Numérique (BNUM) de la DREAL Normandie qui est une offre de service numérique.

### **4-3. Réunions**

Une première réunion de cadrage de la prestation aura lieu au commencement de l'opération. Par la suite, la prestation inclura à minima une réunion trimestrielle de suivi de l'avancement des travaux. Ces réunions rassembleront le prestataire, la DREAL Normandie et éventuellement les partenaires ou experts qu'elle jugera bon d'inviter. Le prestataire présentera son avancement, ses blocages et les prochaines échéances. Outre ces réunions de reporting, une réunion de préparation est à prévoir en amont à chaque rencontre du réseau avec les EPCI. Une réunion de restitution clôturera la prestation. La DREAL invitera tous les acteurs qu'elle jugera nécessaire d'associer à cette réunion.

Les réunions avec le commanditaire pourront se faire en présentiel ou en distanciel. La restitution finale se fera en présentiel. Les réunions seront planifiées et organisées par le prestataire qui sera en charge de la préparation des ordres du jour et de la rédaction de comptes-rendus qui seront envoyés sous 10 jours après validation par le commanditaire. Les ordres du jour et les supports de présentation au format PDF seront envoyés au moins trois jours ouvrés avant la date de la réunion.

## **ARTICLE 5. COMPÉTENCES ATTENDUES**

Le prestataire devra démontrer dans son mémoire technique son expertise dans le domaine de la mobilité, plus spécifiquement concernant les PDME, à travers une proposition méthodologique détaillée et argumentée.

Il définira, dans sa réponse, des moyens humains et matériels mobilisés. Il est libre de sa composition et du mode d'intervention de l'équipe qu'il mettra en œuvre pour mener à bien sa mission.

Néanmoins, les attentes du commanditaire, énoncée dans ce qui précède, justifient des compétences et connaissances spécifiques :

- Réglementation relative aux PDME, employeurs, collectivités etc.,
- Connaissances sur les mobilités,
- Pilotage et gestion de projet,
- Animation d'ateliers interactifs.

Cette énumération est indicative et non limitative.

Un coordinateur responsable de l'ensemble de la prestation sera désigné. Il sera en charge du lien par téléphone et mail avec le commanditaire, afin d'assurer le bon déroulement de la prestation, jusqu'à validation de l'ensemble des livrables. Le coordinateur sera proposé par le prestataire et validé par le commanditaire.

Durant toute l'exécution de l'étude, le prestataire devra se conformer à la liste d'équipe fournie. En cas de changement durant la mission, un coordinateur au CV similaire devra être proposé et également soumis à validation du commanditaire.

Le prestataire devra être proactif aussi bien dans l'échange avec le commanditaire qu'avec les partenaires. Au cours de ses travaux, il tiendra compte de l'ensemble des informations communiquées et des propositions constructives formulées.

## ANNEXES :

### Annexe 1 :

Les actions opérationnelles et le volet de gouvernance du plan d'actions du PPA "Vallée de la Seine" 2023 - 2027

Actions opérationnelles
Transports
<b>Action 1</b> : Instaurer des plans de mobilité simplifiés dans tous les EPCI qui n'ont pas de plans similaires et assurer leur bonne articulation avec les actions des entreprises et administrations
<b>Action 2</b> : Inciter les particuliers, les entreprises et les collectivités à améliorer le niveau Crit'Air de leurs véhicules (viser le niveau 1)
<b>Action 3</b> : Inciter les entreprises ainsi que les administrations (non obligées) à réaliser un Plan de Mobilité
Industrie
<b>Action 4</b> : Encourager la réduction des émissions d'origine industrielles <ul style="list-style-type: none"><li>• Sous-action 4.1 - Inciter les entreprises notamment les PME et PMI à réaliser des diagnostics environnementaux afin qu'elles soient accompagnées sur les plans technique et financier pour réduire leurs émissions de polluants atmosphériques</li><li>• Sous-action 4.2 - Vérification des Meilleurs Techniques Disponibles et contrôle des industriels sur la mise en place de ses équipements</li><li>• Sous-action 4.3 - Suivi SO<sub>2</sub> et vérification de la mise en place par les industriels concernés des Meilleurs Techniques Disponibles (MTD)</li></ul>
Logistiques portuaires/Grands ports maritimes
<b>Action 5.1</b> : Développer le réseau de bornes électriques dans les ports et systématiser leur utilisation – Maritime
<b>Action 5.2</b> : Développer le réseau de bornes électriques dans les ports et systématiser leur utilisation – Fluvial
<b>Action 6</b> : Poursuivre le programme ESI
Résidentiel-tertiaire
<b>Action 7</b> : Orienter les citoyens vers le guichet unique des aides allouées à la rénovation énergétique pour favoriser la réduction des émissions par foyer
Mesures intersectorielles
<b>Action 8</b> : Identifier et promouvoir une série d'écogestes que chaque citoyen peut mettre en œuvre pour réduire les émissions polluantes dans sa vie quotidienne
<b>Action 9</b> : Favoriser le report multimodal (ferroviaire et fluvial) pour le transport des marchandises
<b>Action 10</b> : Sensibiliser les collectivités à la notion d'"urbanisme favorable à la santé" en matière de pollution atmosphérique et les doter d'une boîte à outils pour répondre à ces enjeux
<b>Action 11</b> : Agir au-delà du périmètre du PPA <ul style="list-style-type: none"><li>• Sous-action 11.1 - Financement d'équipements agricoles d'épandage peu émissifs en NH<sub>3</sub></li><li>• Sous-action 11.2 - Communication à destination des agriculteurs</li><li>• Sous-action 11.3 - Plan chauffage au bois - particules fines</li><li>• Sous-action 11.4 - Ozone</li></ul>

Figure 4: les 11 actions opérationnelles du PPA de la vallée de la Seine- Normandie

Le **volet gouvernance** est composé de 6 points :

1. Réaliser un document à partager avec les collectivités sous le format « Qui fait quoi en matière de qualité de l'air en Normandie ? ».
2. Lancer des ateliers participatifs et réunions techniques permettant de travailler sur les différents enjeux sectoriels.
3. Créer une plateforme d'échange en ligne afin d'améliorer la communication entre les parties prenantes du PPA.
4. Établir un échéancier public et publier annuellement un rapport mettant en exergue les résultats à destination du grand public.
5. Articuler le PPA avec les politiques, les actions et des plans liées à la qualité de l'air en Normandie.
6. Évaluer et mettre à niveau le plan.